

**LES RECOMMANDATIONS DU 3^e FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE
L'INTERNET EN AFRIQUE CENTRALE (IGF-AC)
DOUALA, du 29 au 31 mai 2012.**

Les délégués ressortissants des pays d'Afrique Centrale, réunis à Douala à l'hôtel SAWA
Dans le cadre du 3^{ème} forum de la Gouvernance de l'Internet en Afrique Centrale (fgi AC)
Tenu les 29, 30, 31 Mai 2012.

Considérant le retard de la sous région Afrique centrale en matière de Gouvernance de
l'internet et l'insuffisance des ressources financières et humaine ;

Considérant la nécessité d'une législation spécifique en matière de TIC et l'importance de leur
harmonisation au plan sous régional ;

Considérant l'importance de l'accès à l'internet et des points d'échange pour le
développement économique social et culturel des citoyens ;

Considérant la place prépondérante des ressources critiques de l'internet dans le
développement de l'économie numérique ;

Conscients du défi que pose la cybercriminalité pour les pays de l'Afrique Centrale en
particulier et l'Afrique en générale ;

Considérant l'urgence et la nécessité de mettre en place un secrétariat de l'IGF pour l'Afrique
Centrale ;

Exhortent les gouvernants, le secteur privé, les organisations de la société civile, à une plus
grande ouverture, afin d'établir une collaboration étroite avec toutes les parties prenantes pour
le développement d'un réseau internet sécurisé ;

Recommandent la mise en place des forums de gouvernance de l'Internet au niveau national
avec une approche multi acteurs et genre avec l'appui financier du gouvernement ;

Recommandent aux pays de la sous région à se doter d'une législation appropriée pour lutter
efficacement contre la cybercriminalité et promouvoir la cyber sécurité ;

Invitent les pays de l'Afrique Centrale à s'impliquer davantage dans le projet dotAfrica dans
le but de booster les économies nationales ;

Recommandent aux parties prenantes de l'Internet, en AFRIQUE CENTRALE, d'apporter
leur soutien au dossier de candidature pour le dotAfrica TLD soumis à l'ICANN dans le cadre
du programme des nouveaux gTLD ;

Recommandent la création au niveau institutionnel d'unités spéciale de police et
gendarmeries dédiées à la lutte contre la cybercriminalité ;

Recommandent le renforcement des capacités à tous les niveaux, et de tous les acteurs

Recommandent aux Etats de se doter des sources d'énergie fiables sécurisées et à faible coût

Recommandent la mise en place des CIRTs /CERTs nationaux, voire sous régionaux ;
Recommandent au gestionnaires des ccTLD de l'Afrique Centrale de déployer le DNSSEC ;

Recommandent la mise en place des task forces des experts et sous régionaux sur les thématiques de l'IGF ;

Recommandent de développer l'infrastructure de télécommunication à large bande et la migration du protocole IPV4 au protocole IPV6 ;

Invite le Cameroun à assurer le secrétariat et la représentativité de l'IGF-AC pendant une période transitoire de deux ans à compter du présent forum ;

Les Rapporteurs :

- MANGA Balbine (Cameroun)
- KOUMA Cyriaque-Didier (Gabon)
- CHEKEM Pierre (Cameroun)